

tendance de la FSU, pour un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique

STAGE DE L'ÉE 76-27 LES 9 ET 10 MAI AU HAVRE (Franklin)

Comme chaque année, l'École émancipée organise un stage syndical dans l'académie ; ce stage est ouvert à toutes et à tous, syndiqués ou non syndiqués.

MERCREDI 9 MAI

● **MATIN** : Socle commun et culture commune, quels projets éducatifs, quels contenus d'enseignement ? Loi Fillon, décrets, où en est-on ? Quelles contre-propositions de la FSU et de l'EE ? **Isabelle Sargeni, (EE) membre du collectif d'animation du secteur éducation de la FSU**

● **APRÈS-MIDI** : Quel paysage syndical pour demain ? Analyse des nouvelles règles de représentativité. Vers quelle recombinaison syndicale tend-on actuellement ? Positions et propositions de l'EE pour la FSU. **Jean-Michel Drevon, (EE) secrétaire national de la FSU, responsable du secteur fonction publique**

● **FIN D'APRÈS-MIDI** : A quoi sert une tendance, un courant de pensée ? Comment militer quand on est en position de minoritaire ? Comment peser sur les choix de la direction syndicale ? Echanges de pratiques...

JEUDI 10 MAI

● **MATIN** : Quelles lois pour la jeunesse ? Historique et analyse des différentes lois de protection des mineurs depuis 1945 ; les changements radicaux qu'entraîne la loi Sarkozy dite de prévention de la délinquance. **Danièle Atlan, secrétaire générale du SNUASFP (syndicat des assistants sociaux de la FSU)**

● **APRÈS-MIDI** : Quelles réponses aux grandes questions qui percutent aujourd'hui l'éducation ?
- La carte scolaire : maintenir, supprimer, aménager ?
- Le collège : unique, pour tous, diversifié ?
- Le supérieur : classes prépa, université, formations par apprentissage ?
- Echec scolaire : redoublement, structures spécifiques, individualisation ?
Réflexion-débat animé par Jean-Marie Canu et Véronique Ponvert

Si vous êtes intéressés par ce stage :

- déposer au plus vite une demande d'autorisation d'absence (envoi d'un modèle sur demande)
- vous inscrire à l'adresse suivante :
ponvert.cecille@wanadoo.fr

PAS DE TRÊVE, AGISSONS POUR UN 1^{ER} MAI DE LUTTES !

« Tout ce qui est pris n'est plus à prendre », tel semble être le slogan du Medef (et du gouvernement !) dans cette période électorale. Alors que les entreprises du CAC 40 annoncent 95 milliards de bénéfices pour 2006 (dont 26 milliards pour les 6 groupes financiers, BNP-Paribas, Société Générale ...), les licenciements se multiplient. Comble du cynisme, au moment où une championne de natation signe un contrat de 1 million d'euros par an (pendant 5 ans) avec une grande entreprise de produits de luxe, 180 salariées de l'usine qui produit ses équipements sont licenciées pour cause de délocalisation !

Mais face à ce cynisme et cette arrogance, les salarié-es du privé comme du public ne restent pas l'arme au pied. Un peu partout la résistance s'organise ! Les salarié-es d'Airbus préparent leur 3^{ème} jour de grève, ceux de Citroën-Aulnay en sont à leur 2^{ème} mois ! Partout les mêmes revendications sur les salaires, les conditions de travail et les suppressions de postes.

A l'ANPE, la grève unitaire du 29 mars contre le démantèlement du service public de l'emploi a été majoritaire. A Firmi (dans l'Aveyron), 2500 personnes ont participé à la première fête des services publics organisée par la Convergence nationale.

A Paris, des milliers d'enseignants et de parents d'élèves ont manifesté pour protester contre les rafles de parents d'élèves sans-papiers et contre la criminalisation de ceux et celles qui les soutiennent !

Dans l'éducation, après les journées de grève, les actions d'occupation d'établissements et de boycott d'exams blancs se poursuivent, émane même d'un nombre croissant d'établissements l'idée du boycott du baccalauréat lui-même, avec partout une exigence commune : l'abrogation des décrets de Robien et, au-delà, de la loi Fillon. A quelques jours d'un 1^{er} tour d'élections présidentielles, jamais le mouvement social ne s'est fait entendre avec une telle ampleur et une telle détermination !

Les promesses électorales n'engagent que ceux et celles qui les croient. C'est par nos luttes d'aujourd'hui que nous préparons les victoires de demain. Les actions engagées doivent se poursuivre après les vacances. Nous devons massivement participer, avec les autres salarié-e-s, aux manifestations du 1^{er} Mai, pour rappeler que, quel que soit le résultat des élections, il n'y aura pas de trêve dans les mobilisations.

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

VISER SHANGAÏ... OU LA DÉMOCRATISATION DE L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ?

L'air du temps libéral porte au regroupement, en vue d'atteindre un « seuil critique », des « meilleures » universités, grandes écoles et instituts. Ceci au nom de l'inévitable compétition que devraient se livrer les pays les plus avancés en matière de R/D. C'est ainsi par exemple qu'on a vu naître récemment « Paris Universitatis » réunissant Paris Dauphine, Paris VI, Sorbonne Nouvelle, l'EHESS, Normale Supérieure, Assas... excusez du peu. C'est au nom des mêmes impératifs (compétitivité et élitisme) qu'ont été créés et avalisés par le ministère, au forceps et parfois même sans consultation des conseils universitaires, neuf Pôles de recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) sur le territoire national. Le miroir aux alouettes du classement mondial de l'université de Shanghaï suscite bien des convoitises !

Une telle logique conduit inéluctablement, et dans un délai rapproché, à casser l'Université française en deux : excellence supposée pour les uns, premiers cycles universitaires (le L) pour les autres. Quant aux critères de sélection, ils seront pour l'essentiel financiers (avec l'augmentation programmée des frais d'inscription et le démaillage de la carte universitaire).

Les sections FSU des trois universités de Caen, du Havre et de Rouen (plus de 55000 étudiants) refusent cette conception. Pour la première fois – cela mérité d'être relevé – elles se sont rencontrées récemment avec pour objectif d'organiser la riposte et de construire un autre schéma de rapprochement. Tous ensemble nous exigeons le maintien des formations sur chaque site au niveau L. Par contre, chacun est convenu qu'il était souhaitable de développer une démarche de rapprochement, voire de mutualisation pour certains cursus, à la double condition que celle-ci soit débattue dans les labos, avalisée dans les conseils et que les moyens nécessaires soient alloués aux étudiants qui auraient à se déplacer.

Les sections FSU n'entendent évidemment pas piloter autoritairement un tel processus. C'est à l'ensemble de la communauté universitaire (Enseignants chercheurs, personnels administratifs, étudiants) qu'il appartient de construire un PRES normand qui permettra aux jeunes bacheliers – et aux adultes en reprise d'étude – d'accéder à l'enseignement supérieur.

Jean-Marie CANU, Université de Rouen.

VICTOIRE POUR ROLAND VEUILLET !

Par un communiqué de presse en date du 4 avril, De Robien annonce qu'il accorde sa mutation à Roland Veuillet.

Il était temps ! Muté d'office dans l'académie de Lyon, loin de ses proches, il aura fallu plus de quatre années de lutte pour obtenir satisfaction.

CPE à Nîmes, en janvier 2003 il s'était opposé lors d'une grève des surveillants et aides éducateurs de son lycée à la demande de remplacement des surveillants grévistes par des élèves majeurs. La sanction prise à son égard était tellement contestable que même le Conseil supérieur de la fonction publique demandait l'annulation de celle-ci.

Pourtant, le ministère est resté sourd à cette demande de justice élémentaire. Rien ne lui aura été épargné. Le 13 février dernier, en grève de la faim depuis fin décembre, il est même interné d'office en hôpital psychiatrique ! Seul le refus des médecins de servir d'alibi à une violation des libertés publiques permet sa sortie rapide de l'hôpital.

Roland Veuillet va donc pouvoir se rapprocher de sa famille.

Mais il reste à faire toute la lumière sur les agissements de la hiérarchie à tous les échelons pour que justice lui soit vraiment rendue.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont Audemer.

EVREUX : RESTER MOBILISÉS POUR LA RÉGULARISATION D'AUGUSTO DA SILVA !

Augusto Da Silva, député du Parti de la Rénovation Sociale, a dû fuir son pays, la Guinée Bisau, après le coup d'Etat de septembre 2003 car sa vie y était menacée. Il vit désormais en France avec quatre enfants, un majeur handicapé et trois enfants scolarisés dans différents établissements scolaires d'Evreux. Les menaces et un passage en prison avec sévices physiques dans son pays ne l'ont pas empêché d'être débouté du droit d'asile, comme l'immense majorité des demandeurs (92 % de rejets !). Dernièrement, un débouté du droit d'asile renvoyé dans son pays par les « services » (!) du ministère de l'intérieur alors qu'il y avait été victime de persécutions a été exécuté par l'armée Sri Lankaise.

Augusto a également été débouté de la circulaire du 13 juin 2006, comme 23 000 familles, alors qu'il en remplissait les critères.

Interpellé lors d'un banal contrôle routier comme il en existe de multiples dans la ville d'Evreux depuis la révolte des banlieues, Augusto a passé plusieurs heures en garde à vue au commissariat. Dans la foulée, le Préfet de l'Eure émettait à son encontre un arrêté de reconduite à la frontière, confirmé par le tribunal administratif de Rouen, ce qui signifiait une expulsion vers son pays d'origine.

Il ne restait plus que la mobilisation pour l'empêcher. Les lycéen(ne)s de Modeste Leroy où est scolarisé l'un des fils d'Augusto l'ont fort bien compris. Trois manifs pour demander au Préfet des papiers pour Augusto et ses enfants. Mobilisation également à l'initiative des collectifs de défense des sans papiers d'Evreux (Collectif Etrangers Français pour l'Egalité des Droits et Collectif de l'EURE de soutien à Wei-Ying et Ming, aux Mineurs et Jeunes majeurs Scolarisés sans papiers, membre du RESF) qui ont organisé plusieurs rassemblements devant la préfecture et une manifestation de 400 personnes parties du quartier de la Madeleine pour rejoindre la préfecture. Mobilisation également des collégien(ne)s du collège. Politzer où est scolarisée la fille d'Augusto : après avoir bloqué leur collège le mardi 27 mars, ils ont rejoint le rassemblement devant la préfecture le jeudi 29 mars (plus de 200 personnes) à l'appel de lycéen(ne)s et collégien(ne)s et de leurs enseignants qui étaient en grève à 80 %. Des dizaines de personnalités associations et organisations se sont également engagées publiquement en demandant au préfet de recevoir enfin les collectifs pour un réexamen de la situation d'Augusto et des siens.

Jusqu'à présent, le préfet est resté sourd à ces demandes.

Alors plus que jamais, pour la régularisation nous resterons mobilisés.

Jean-Pierre PALLOIS, Lycée Modeste Leroy, Evreux.

La signature de la pétition se poursuit (près de 3000 signatures).
Signature en ligne sur les sites

www.educationsansfrontieres.org/?article4715

ou bien <http://collectif.ying-ming.monsite.wanadoo.fr/>

POUR NOUS
CONTACTER

76 : LE HAVRE : ponvert.cecille@wanadoo.fr
ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr
PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr
EVREUX : jp.pallois@voila.fr
LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr